
1917

«Pravda» n° 99, 18 (5)
juillet 1917
Conforme au texte du journal

Œuvres t. 25, pp. 161-162,
Paris-Moscou

Lénine

Tout le pouvoir aux soviets !

«Chassez le naturel, il revient au galop...» Visiblement, les partis dirigeants socialiste-révolutionnaire et menchevique devront «s'assimiler» une fois de plus cette simple vérité par leur propre expérience. Ils ont voulu être des «démocrates révolutionnaires», ils sont tombés dans la situation de démocrates révolutionnaires, les voilà contraints de tirer les conclusions qui s'imposent à tout démocrate révolutionnaire.

La démocratie est la domination de la majorité. Tant que la volonté de la majorité demeurait obscure, tant qu'on pouvait encore, ne fût-ce qu'avec une ombre de vraisemblance, la dire obscure, on présentait au peuple le gouvernement des bourgeois contre-révolutionnaires comme un gouvernement « démocratique ». Mais cela ne pouvait durer. Pendant les quelques mois qui se sont écoulés depuis le 27 février, la volonté de la majorité des ouvriers et des paysans, de l'écrasante majorité de la population du pays, s'est précisée, et cela non pas seulement sous une forme générale. Cette volonté a trouvé son expression dans les organisations de masse que sont les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.

Comment donc peut-on s'opposer au passage de tout le pouvoir dans l'Etat aux mains de ces Soviets ? C'est tout simplement renoncer à la démocratie C'est, ni plus ni moins, imposer au peuple un gouvernement qui ne saurait *notoirement* ni

surgir ni se maintenir *démocratiquement*, c'est-à-dire par des élections réellement générales et réellement libres.

Le fait est là, si étrange que cela paraisse à première vue : cette vérité si simple, si évidente, si tangible, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks l'*ont oubliée*. La fausseté de leur position est telle, ils s'y sont tellement empêtrés, tellement englués qu'ils sont hors d'état de «saisir» cette vérité qu'ils ont perdue. Après les élections à Petrograd et à Moscou, après la convocation du Soviet des paysans de Russie, après le congrès des Soviets, la position des classes et des partis s'est affirmée dans toute la Russie d'une façon si nette, si précise, si évidente qu'il est impossible de se tromper à ce sujet, à moins d'avoir perdu l'esprit ou de s'être mis dans une situation sciemment embrouillée.

Tolérer des ministres cadets ou un gouvernement cadet ou la politique des cadets, c'est jeter un défi à la démocratie et au démocratisme. C'est la source des crises politiques postérieures au 27 février, la source de l'instabilité et des flottements de notre système gouvernemental. A chaque pas, chaque jour et même à chaque heure, on en appelle, au nom des organismes d'Etat et des congrès les plus autorisés, à l'esprit révolutionnaire du peuple et à son démocratisme, cependant que la politique générale du gouvernement, et plus spécialement sa politique extérieure, et surtout sa politique économique, marquent une dérogation à l'esprit de la révolution, une violation du démocratisme.

Pareille situation, ne peut durer.

Son instabilité se manifestera fatalement à l'une ou l'autre occasion. Et s'obstiner n'est pas une politique très sensée. Par bonds et par chocs, la situation évolue cependant de telle sorte que le passage du pouvoir aux Soviets, depuis longtemps préconisé par notre parti, sera enfin réalisé.
